

Modèle de certificat à produire dans les procédures de pension de réparation

Pour avoir été moi-même en mission en Bosnie en 1994 et au Kosovo en 2000, je peux répondre de façon claire que les missions belges en Bosnie et au Kosovo se sont déroulées dans des zones contaminées par différents polluants chimiques et des poussières potentiellement radioactives, qu'elles soient dues à l'uranium appauvri qui a été utilisé sur des cibles serbes en Bosnie comme au Kosovo, à une pollution au césium ou à d'autres polluants radioactifs issu de l'accident de Tchernobyl, ou encore aux pollutions toxiques et radioactives qui ont été découvertes à plusieurs endroits que vous avez fréquentés en Bosnie et au Kosovo.

Par exemple à Kakanj en Bosnie où des missions belges ont été implantées, il y avait une pollution par des poussières de métaux (chrome, nickel, cobalt) retrouvés dans la fabrication du ciment, mais il est probable qu'il y avait, comme dans tous les Balkans, une pollution au césium et d'autres éléments radioactifs issus de l'accident de Tchernobyl (cette pollution a été plus importante que dans nos contrées occidentales), ou issus de dépôts toxiques radioactifs qui ont été retrouvés en Bosnie ou au Kosovo dans des endroits que vous avez fréquentés.

Par ailleurs, les Belges devaient traverser, lors des convois et des missions de surveillance, des zones serbes potentiellement contaminées à l'uranium appauvri suite aux bombardements de l'OTAN dont les cibles n'ont pas été communiquées à l'époque dans le cas de la Bosnie. Il n'y avait aucune analyse de risque systématique. La pollution à l'uranium appauvri était inconnue au moment de la campagne en Bosnie et il n'y avait aucune mesure de précaution prise dans les zones potentiellement contaminées à l'uranium appauvri comme cela fut le cas quelques années plus tard au Kosovo.

Dans le cas du Kosovo, les zones bombardées à l'uranium appauvri avaient été signalées au préalable par l'OTAN à toutes les nations intervenant au Kosovo et les mesures de prévention ont été mises en place à la fin de l'année 1999. Cependant, les premières troupes qui ont pénétré au Kosovo (AFOR I et II) ne disposaient pas de l'information et n'ont pas bénéficié de prévention particulière. Il semble que plusieurs militaires étaient témoins de déclenchement sonore des alarmes de radioactivité, mais je n'ai jamais pu voir de résultats de dosimétrie, qui peut-être n'avait même pas été prévue. A la fin 1999, les zones contaminées par l'uranium appauvri ont été balisées, et si nos militaires devaient absolument y pénétrer, c'était avec un équipement de protection respiratoire et des gants et couvres chaussures jetables. Par ailleurs, dès 2000, les troupes devaient effectuer à la fin de la mission une collecte de leurs urines pendant 24 heures, et les urines étaient investiguées à Mol sur la présence d'éléments radioactifs. Rien de tout cela en Bosnie.

Les études scientifiques démontrent que les armements à l'uranium appauvri (principalement U238) sont souvent pollués par des éléments radioactifs plus agressifs, comme l'U235.

Si je mentionne le césium, c'est parce que j'ai participé moi-même à une étude de pollution du sol au Kosovo d'avril à août 2000, qui a été publiée (copie en annexe), et qui en a démontré la présence en provenance de l'accident de Tchernobyl, en plus grande quantité que dans nos régions. Par contre, on n'a pas retrouvé de traces d'uranium appauvri dans le sol, l'hypothèse étant que progressivement après sa dispersion en 1999, cet élément lourd pénètre dans le sol et y disparaît avec les eaux de ruissellement. Mais pour les troupes qui ont pénétré au Kosovo dans les jours et les semaines qui suivaient les bombardements, qui plus est sans mesure de protection, ils peuvent avoir été en contact avec de l'uranium appauvri et d'autres polluants radioactifs plus agressifs.

C'est probablement pour cette raison que toutes les collectes d'urine effectuées après 2000 sont restées négatives (à ma connaissance) : les éléments radioactifs avaient pénétré dans le sol et ne constituaient plus un problème. Mais pour les troupes en Bosnie, et les premières troupes qui ont effectué des missions au Kosovo en 1999, il est possible et probable qu'elles aient été contaminées par l'uranium appauvri ou ses contaminants radioactifs, d'autant qu'elles ne disposaient d'aucune information ni d'aucune mesure de prévention.

Les éléments radioactifs, issus de Tchernobyl, de bombardements à l'uranium appauvri ou de dépôts toxiques radioactifs clandestins, peuvent avoir été la cause de différents cancers, notamment de cancers thyroïdiens.

J'ajouterais que le manque de données disponibles concernant l'analyse de risque, notamment lorsque les activités de nos militaires se déroulent à l'étranger, constitue selon moi une infraction à la législation sur le bien-être au travail qui n'est pas encore réglée légalement. La Défense refuse de faire des risques qu'elle impose aux militaires en opération des matières de bien-être au travail accessibles aux experts du bien-être au travail ainsi qu'à la concertation sociale, comme l'exige la loi et le code sur le bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail. Il est donc difficile pour les militaires de faire référence à des documents d'analyse lorsqu'ils souffrent d'une pathologie qui pourrait être professionnelle.

J'affirme sur l'honneur que cette déclaration est sincère et exacte.

Docteur Marc Lemmens
Médecin Inspecteur du
Travail à la Défense de 2002
à 2012